



Munich Personal RePEc Archive

ECOWAS, once an assertive power in West Africa, reduced to a paper tiger?

Kohnert, Dirk

GIGA, Insitute for African Studies, Hamburg

4 August 2023

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/118275/>
MPRA Paper No. 118275, posted 11 Aug 2023 13:59 UTC

La CEDEAO, autrefois puissance affirmée en Afrique de l'Ouest réduite à un tigre de papier ?

Dirk Kohnert ¹

*La CEDEAO ne l'aura pas ...
Tout le monde n'est pas content du coup d'État au Niger*



Source: © Maarten Wolterink, 31 Juillet 2023 ²

Résumé : L'intégration économique entre les États membres de l'Afrique de l'Ouest était le mandat initial de la CEDEAO. Les menaces au développement, à la paix et à la sécurité ont conduit la communauté à élargir son mandat pour inclure la gestion des conflits. La CEDEAO a établi un bilan louable en matière de maintien de la paix. Son intervention au Liberia a mis fin au conflit. En Sierra Leone, il a fourni le soutien nécessaire au gouvernement légitime, seul en Guinée Bissau, il n'a pas réussi à arrêter la violence. En 2004, l'ECOMOG a été remplacé par la Force en attente de la CEDEAO (ESF), composée de militaires, de policiers et de civils. Dans le cadre de ses missions, la CEDEAO a mis en place des mécanismes de prévention et de résolution des conflits décrits dans son Cadre de Prévention des Conflits (ECPF). Cependant, l'organisation compte sur ses États membres pour atteindre ses objectifs. Malheureusement, ce dernier se caractérise surtout par un manque d'engagement politique et financier. Ces dernières années, la CEDEAO s'est concentrée sur les stratégies de lutte contre le terrorisme. Cependant, ceux-ci ont également été entravés par des contraintes de capacité, la persistance d'un environnement socio-économique de plus en plus propice au fondamentalisme et à l'extrémisme religieux, et des niveaux variables de volonté et d'engagement politique. Les outils de prévention des conflits de l'institution de la CEDEAO sont actuellement plus solides que ses outils de gestion des conflits. À l'heure actuelle, les ESF n'ont pas la capacité logistique et financière pour un déploiement militaire. Le Nigeria, principal contributeur de troupes et financier, était censé fournir plus de la moitié des troupes promises par le FSE. Mais il a ses propres problèmes de sécurité intérieure. Il est donc douteux qu'il puisse épargner ses troupes promises pour une mission ESF. Tout cela suggère que la CEDEAO, autrefois une force avec laquelle il faut compter en Afrique de l'Ouest, a été réduite à un tigre de papier. C'est un avertissement d'intervenir, par la force militaire si nécessaire, dans le conflit actuel au Niger, où un coup d'État a renversé le gouvernement légitime, a été considéré comme une menace vide. D'autant plus que les putschistes au Mali, au Niger et en Guinée ont été soutenus par la Russie.

Mots-clés : [CEDEAO](#), [Force en attente de la CEDEAO](#), [coup d'État](#), [imposition de la paix](#), [gouvernance](#), [développement durable](#), [post-colonialisme](#), [secteur informel](#), [APD](#), [Afrique subsaharienne](#), [Afrique de l'Ouest](#), [Mali](#), [Burkina Faso](#), [Niger](#), [Guinée](#), [Nigeria](#), [Études africaines](#)

JEL-Code: F15, F35, F51, F52, F54, H12, H56, K42, N47, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). Projet : 4 août 2023, mis à jour le 11 août 2023.

² Maarten Wolterink, né aux Pays-Bas en 1964, formé à [Willem de Kooning academy of arts](#), Rotterdam, dessinateur indépendant depuis 1992, voir le CV plus détaillé de M. Wolterink sur [cartoonmovement.com](#), dessinateurs, 31 juillet 2023.

1. Introduction:

Caricature 2: Niger - Le gouvernement Bazoum renversé par l'armée



Source: © [Docteur Meddy](#), caricaturiste tanzanien, RFI Hausa, © RFI/FMM, [Facebook](#), 27 juillet 2023

Le 26 juillet 2023, une junte a renversé le président élu du [Niger](#), [Mohamed Bazoum](#), lors d'un [coup d'État militaire](#). Le commandant de la garde présidentielle, le général [Abdourahmane Tchiani](#), s'est déclaré chef du pays et a imposé un couvre-feu national. Ils ont fermé les frontières, qui ont été rouvertes cinq jours plus tard (Omer, 2023). La [CEDEAO](#), dirigée par le [Nigeria](#), a fermement condamné le coup d'État et exigé la réintégration immédiate du président. Il a immédiatement suspendu ses relations avec le Niger, imposé des sanctions financières et menacé [Niamey](#) d'une intervention militaire si Bazoum n'était pas libéré et réintégré dans la semaine, le dimanche 6 août. Le président Bazoum a été le premier dirigeant à arriver au pouvoir dans une transition pacifique depuis l'indépendance du Niger en 1960 et avait déjà joué un rôle clé dans le gouvernement précédent en tant que ministre de l'Intérieur dans l'administration de l'ancien président [Mahamadou Issoufou](#). Des informations non confirmées suggéraient que Bazoum avait prévu une réorganisation de la garde présidentielle, y compris la destitution de Tchiani de son poste (Omer, 2023).

Le 9 août, la junte a formé un nouveau « [gouvernement de transition](#) » de 21 membres avec le Premier ministre [Ali Mahaman Lamine Zeine](#), un économiste civil, qui avait déjà été nommé deux jours auparavant, et des généraux du nouveau conseil de gouvernement militaire à la tête des ministères de la défense, de l'intérieur et de la santé publique. Les ministères de la jeunesse et des sports, des transports et de l'assainissement et de l'environnement étaient également dirigés par des militaires. Le gouvernement, était environ la moitié de la taille du précédent (Are, 2023). En conséquence, la [CEDEAO](#) pouvait s'asseoir et se détendre, comme elle l'avait fait dans des cas similaires dans le passé, car les exigences minimales en matière de gouvernance civile avaient été respectées.

Caricature 3: Critique du laxisme des sanctions de la CEDEAO contre le Mali et la Guinée ³



Source: © [Gagmoi](#), 30 Novembre 2021

³ Bulle: « Ça t'apprendra à faire des coups ! Nous allons maintenant voir comment vous allez voyager et où vous allez trouver l'argent à dépenser ! ».

La réaction du monde occidental a été unanime. L'[UE](#), y compris la [France](#) et l'[Allemagne](#), les principaux contributeurs de troupes, qui avaient environ 1 000 soldats au [Niger](#), ont soit interrompu leur soutien, soit menacé de le faire. La [Grande-Bretagne](#), les [États-Unis](#), qui avaient également environ 1 000 soldats stationnés au Niger, ont aidé le président déchu Bazoum à combattre l'insurrection islamiste, l'[ONU](#) et l'[UA](#) ont rejoint la CEDEAO dans ses demandes et ont suspendu l'aide humanitaire et au développement. Quelques jours plus tard, le Nigeria a également coupé l'électricité à son voisin à la suite des sanctions. Le Niger dépend du Nigeria pour 70% de son électricité (AFP & Le Monde (2023)).

Le coup d'État a été un coup dur et inattendu, car le Niger était considéré comme un partenaire fiable et garant de la stabilité dans la région du [Sahel](#), qui, comme le [Mali](#) et le [Burkina Faso](#) voisins, est en proie au terrorisme, à la violence et aux coups d'État (Omer, 2023), bien que le pays ait été accablé par quatre coups d'État précédents depuis l'indépendance de la France en 1960 (AFP & Le Monde, 2023). Il y a quelques mois à peine, le secrétaire d'État américain [Antony Blinken](#) et la ministre allemande des Affaires étrangères [Annalena Baerbock](#) se sont rendus à [Niamey](#) et l'ont saluée comme un modèle de démocratie et un point d'ancrage de la stabilité dans la région.

Caricature 4: Coup d'État militaire au Niger ...
les chaînes françaises remplacées par des chaînes russes



Source: © [Rahma Cartoons](#), 31 Juillet 2023, *cartoon-movement*

La [Russie](#) et le chef des [mercenaires de Wagner](#), [Evgueni Prigozhin](#), ont cependant salué le coup d'État comme une lutte anticoloniale, un sentiment repris par les manifestations de la population locale dans certaines parties de Niamey, qui ont salué le soulèvement et ont défilé par milliers dans les rues de la capitale pour dénoncer l'implication de la [France](#) dans leur pays (Omer, 2023).

Les pays voisins, également dirigés par des rebelles, ont soutenu la junte nigérienne lundi 31 juillet, avertissant que toute intervention militaire contre le [Niger](#) équivaldrait à une déclaration de guerre contre le [Burkina Faso](#) et le [Mali](#). Le chef du coup d'État malien, le colonel [Assimi Goïta](#), et le capitaine burkinabé [Ibrahim Traoré](#) ont exprimé leur solidarité avec le « peuple nigérien » et ont dénoncé la persistance de la [CEDEAO](#) à imposer des sanctions comme « mettant en péril l'esprit du panafricanisme ». Ils ont été suivis par le Guinéen [Mamadi Doumbouya](#), qui a exprimé des sentiments similaires (Le Cam, 2023).

Quelques jours plus tard, les putschistes nigériens ont accusé la [France](#) de planifier une intervention militaire. [Paris](#) compte 1 500 soldats dans le pays et une base aérienne près de

Niamey. Le Niger est le septième producteur mondial d'[uranium](#), et la France dépend fortement de [l'extraction d'uranium](#) dans la ville d'[Arlit](#), au nord, pour alimenter sa vaste centrale nucléaire.

La [France](#) dépend fortement de [l'extraction d'uranium](#) dans la ville septentrionale d'[Arlit](#) et à Akokan dans le désert du [Sahara](#), la plus grande mine d'uranium souterraine au monde, pour alimenter sa vaste centrale nucléaire. Les nouveaux dirigeants de [Niamey](#) ont annoncé qu'ils arrêteraient immédiatement toutes les exportations d'uranium vers la France. [Paris](#) a tenté de rassurer sa population sur le fait que les chaînes d'approvisionnement en uranium étaient extrêmement diversifiées et que le [Niger](#) ne représentait que 4 % de la production mondiale (Finkenzeller & Stölzel, 2023).

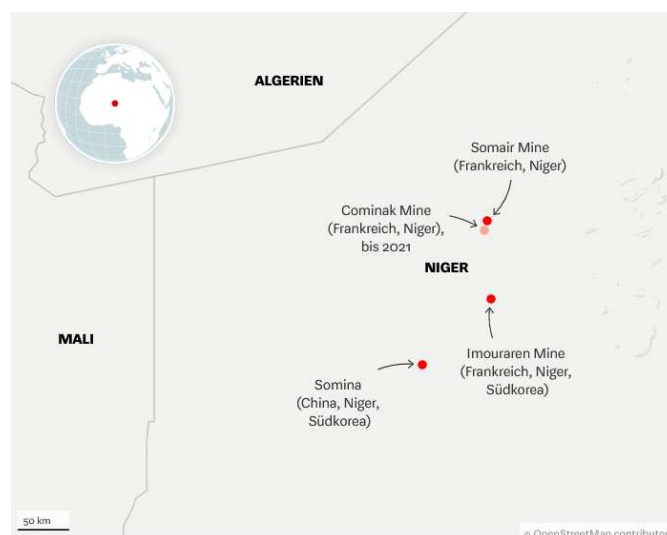
En 2019, le [Niger](#) a exporté 3 718 tonnes pour une valeur commerciale de 226 milliards de dollars américains selon les données commerciales de [WITS](#). C'était l'un des plus grands producteurs d'uranium au monde (Onstad, 2023). Depuis 2011, la [Chine](#) a également investi dans la plus petite mine d'Azelik, à environ 150 km au nord-ouest d'[Agadez](#), qui est exploitée par la « Société des Mines d'Azelik SA » (SOMINA) (Finkenzeller & Stölzel, 2023).

Graph 1: Zone d'exploration d'uranium au nord du Niger



Source: Cordula Meyer, *Spiegel.de*, cité dans EJOLT 2015

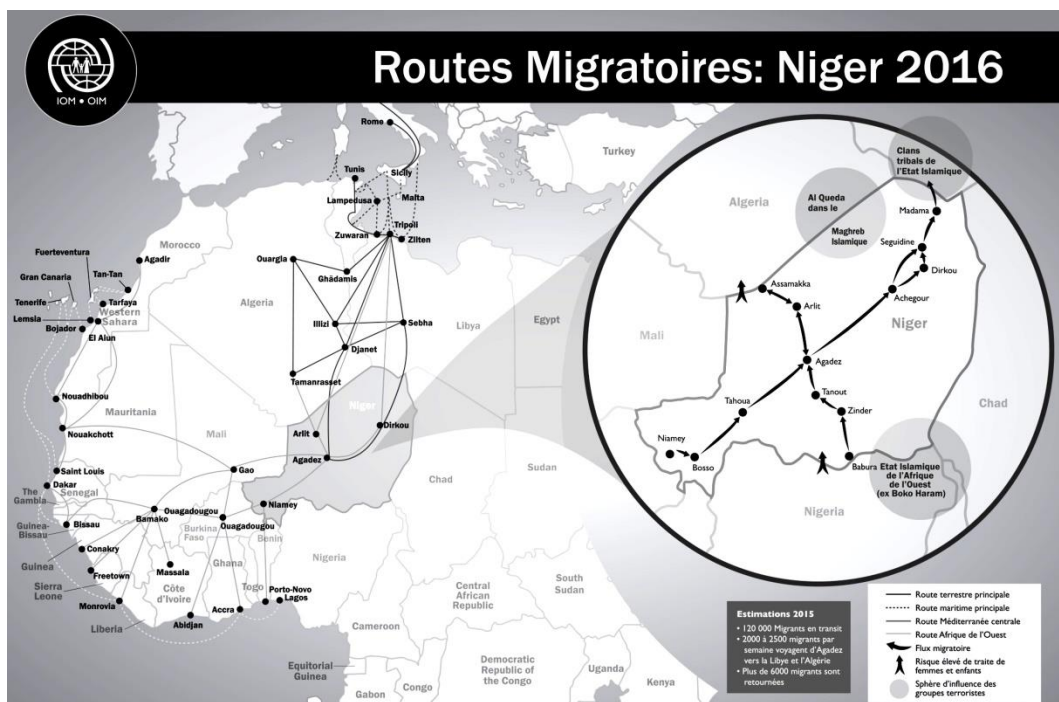
Graph 2: Map of big uranium mines owners in Niger



Source: Graph, Gerd Weber, Finkenzeller & Stölzel, 2023

Enfin, le danger menace, que la [migration](#) des Africains via le [Niger](#) vers l'Europe augment. Le Niger occupe une position stratégique sur les routes migratoires à travers le [Sahara](#) en tant que corridor de transit très utilisé vers la [Libye](#) et la [Tunisie](#). Depuis le [sommet de l'UE sur la migration à La Valette \(Malte\)](#) en novembre 2015, [Niamey](#) avait aidé l'[UE](#) à endiguer le flux d'arrivées de migrants subsahariens en [Afrique du Nord](#) (Bobin, 2016). Niamey a mis en place une série de mesures visant à restreindre l'accès à sa frontière nord avec la Libye. Dès 2017, ils ciblent [Agadez](#), centre historique des populations [touaregs](#) et [berbères](#), devenu le point de rassemblement des migrants s'appêtant à traverser le Sahara (Bobin, 2016).

Graph 3 : Carte des routes migratoires passant par le Niger (Agadez), la Libye et la Tunisie vers l'Italie



Source: © [Reliefweb](#), 9 mars 2016, [IOM](#)

[L'Italie](#), en particulier son île de [Lampedusa](#) à quelque 100 km des côtes tunisiennes, était le point d'entrée privilégié dans l'UE. Par conséquent, [Rome](#) s'inquiétait d'une éventuelle augmentation de la migration, soit comme conséquence de la guerre au Niger, soit comme stratégie explicite de la junte à Niamey pour faire pression sur l'UE. En fait, déjà avant le coup d'État du 26 juillet, la migration a doublé au cours des sept premiers mois de 2023 par rapport à la même période de 2022 (Bobin, 2016).

2. Le rôle passé de la CEDEAO en tant que fournisseur majeur de sécurité en Afrique de l'Ouest

Graph 3: Carte des 15 États membres de la CEDEAO et leurs capitales



Source: le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2005

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ([CEDEAO](#)) est une union politique et économique régionale de quinze pays membres de [l'Afrique de l'Ouest](#). Autrefois, c'était aussi une force militaire avec laquelle il fallait compter en Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de ses missions, il a mis en place les mécanismes de prévention et de résolution des conflits définis dans le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (ECPF). Il était destiné à traiter des problèmes, des crises et des conflits qui ont des causes à la fois politiques et économiques. Pour atteindre ses objectifs, la CEDEAO doit s'appuyer sur ses États membres. Cependant, ces derniers se sont surtout caractérisés par un manque d'engagement politique et financier (Nadieline, 2016). Pour jouer pleinement son rôle de gardienne des principes de gouvernance démocratique et de respect des droits de l'homme, la CEDEAO ne pourrait avoir un impact décisif que si elle s'accompagnait d'un investissement important et immédiat en termes de ressources humaines et financières, le plus souvent très limité (Yabi, 2010).

Caricature 5: La CEDEAO a suspendu la Guinée en raison d'un coup d'État ⁴



Source: © [Bulama Cartoons](#), Deutsche Welle (DW), [facebook](#), 9 Septembre 2021

⁴ Bulle : « La CEDEAO a condamné le putsch en Guinée ! ... c'est pourquoi ils ont rejoint les rangs avec le Mali. Il n'y a rien à faire! »

L'action récente de la [CEDEAO](#) contre les putschistes au [Mali](#), en [Guinée](#) et au [Niger](#) a été plutôt tiède et n'a pas réussi à impressionner les généraux qui ont déposé les dirigeants légitimes. Cela n'a cependant pas toujours été le cas. Auparavant, la CEDEAO avait également utilisé un « mandat robuste » controversé.

Caricature 6: Le Mali et le Burkina face à la CEDEAO:
échange de colère et bruit de bottes ⁵



Source: © [Damien Glez](#), [Jeune Afrique](#), 1 août 2023

Lors de la sanglante [première guerre civile libérienne](#) (1989-1997), par exemple, la plupart des membres anglophones, menés par le [Nigeria](#), ont pris la décision sans précédent d'envoyer une force de maintien de la paix de la CEDEAO à [Monrovia](#), connue sous le nom de Groupe de surveillance du cessez-le-feu de la Communauté économique ([ECOMOG](#)) (Anonyme, HRW, 1993). Plus tard, la CEDEAO a également déployé les forces de l'ECOMOG pour contrôler les conflits dans cinq autres cas : Premièrement, en 1997, en [Sierra Leone](#), pour arrêter la rébellion du [RUF](#). Deuxièmement, en 1999, en [Guinée-Bissau](#), pour mettre fin à la [guerre civile en Guinée-Bissau](#), et troisièmement, en 2003, dans le cadre de la mission [ECOMIL](#), pendant la [deuxième guerre civile libérienne](#), pour mettre fin à l'occupation de [Monrovia](#) par les forces rebelles alors que les efforts de paix se poursuivaient. La CEDEAO a également soutenu la [France](#) et l'[ONU](#) dans la [guerre civile ivoirienne](#) (2010-2011) pour soutenir le gouvernement [d'Alassane Ouattara](#), contre l'ancien président [Laurent Gbagbo](#). Lors du [coup d'État de 2012 au Mali](#) qui a conduit à l'incursion de terroristes islamistes dans le nord du pays, la CEDEAO a dirigé la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine ([MISMA](#)) pour soutenir le gouvernement dans la lutte contre les rebelles en 2013. La mission a été autorisée par une résolution du [Conseil de sécurité](#) de l'ONU et son mandat initial était d'un an. Le [Tchad](#) (1 800) et le [Nigeria](#) (1 200) ont de nouveau fourni la plupart des troupes (Al Jazeera, 2023). En 2017, enfin, le dictateur de longue date de la [Gambie](#), [Yahya Jammeh](#), n'a accepté sa défaite électorale qu'après l'intervention militaire de la CEDEAO, qui a menacé de le renverser par la force s'il ne démissionnait pas volontairement (Wittenbrink, 2023).

Certains experts recommandent un dialogue national impliquant les rebelles en alliance avec la CEDEAO et d'autres partenaires internationaux comme la mesure de consolidation de la

⁵ Bulle : « Si nos ennemis se frappent, que deviendrons-nous ? ... Un peu de vacances en août n'a jamais fait de mal. » – Commentaire de Damien Glez : « Les esprits sont en feu et les langues sont en feu. Evoquant le putsch sur le Niger dimanche, les dirigeants de la Cedeao n'ont pas exclu un « recours à la force ». Le lendemain, un communiqué conjoint des juntas maliennes et burkinabè stipulait, en stéréo, que « toute intervention militaire contre le Niger (...) équivaudrait à une déclaration de guerre contre le Burkina Faso et le Mali ». Flagrante, la surenchère verbale pose la double question de la radicalité inédite de la CEDEAO et des moyens opérationnels des régimes solidaires du général Abdourahamane Tiani ».

paix la plus viable (Nama & Sany, 2022). Cependant, ces recommandations bien intentionnées n'ont généralement que peu de valeur, car de nombreux coups d'État militaires ont été menés par des soldats avides de pouvoir qui n'avaient aucun intérêt réel au dialogue (Engels, 2022). Par exemple, une offre de la CEDEAO de servir de médiateur dans le conflit actuel au Niger a été brutalement rejetée. Les putschistes semblaient de plus en plus provocants. En fait, ils devenaient de plus en plus durs dans leurs opinions (Kube, 2023).

En outre, des études de cas au [Burkina Faso](#) ont montré la nature complexe des perceptions locales de l'intervention de la [CEDEAO](#), qui était à la fois plus contestée et plus acceptée localement qu'on ne le pense généralement. Les villageois ne le voyaient pas comme un simple « tigre de papier » (Schnabel & Witt & Konkobo, 2022). Au contraire, il avait une présence locale par le biais de son [agence](#) et était perçu comme localement efficace dans ses efforts de paix. Pour eux, il était déjà précieux car il contribuait au rétablissement d'une « vie normale », même s'il ne conduisait pas à la paix sociale. Les perceptions locales avaient également une dimension spatiale révélant notamment comment le « (in)accès » aux « sites » d'intervention façonnait la géographie des perceptions. Les villageois ne partageaient pas les aspirations politiques de l'élite au pouvoir. Ce qui leur importait était l'impact des interventions sur leur vie quotidienne et leurs besoins immédiats, tels que l'accès aux marchés et la possibilité de se réunir dans le village pour discuter des problèmes (Schnabel & Witt & Konkobo, 2022).

3. Raisons de l'affaiblissement de la capacité d'intervention militaire de la CEDEAO

Caricature 7: CEDEAO – Force anti-putsch ⁶



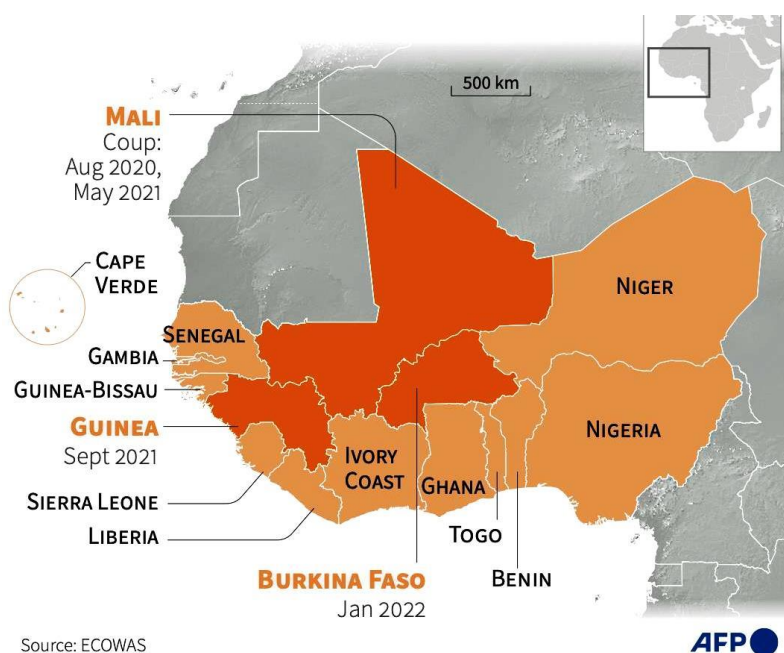
Source: © [Damien Glez](#), [Jeune Afrique](#), 30 juillet 2022

En général, cependant, les États africains participent aux interventions militaires principalement pour des raisons d'intérêts nationaux et personnels plutôt que pour des raisons humanitaires ou par souci premier de préserver la stabilité régionale. Le [Nigeria](#), par ailleurs, a poursuivi des stratégies d'hégémonie régionale. Aussi, [Abuja](#) a justifié ses interventions par la nécessité de freiner l'afflux migratoire régional ou la diffusion des armes légères. Au final, la plupart des interventions étaient des exemples de [Realpolitik](#) (Tavares, (2011).

⁶ Commentaire de Damien Glez : « Le changement récent à la tête de l'actuelle présidence de la CEDEAO semble augurer autant d'une main de velours que d'un gant de fer. » © Damien Glez, [Jeune Afrique](#), 30 Juillet 2022.

En 2008, le projet de protocole pour une force en attente de la [CEDEAO](#) a été formellement adopté à [Alger](#). Il prévoyait un dispositif de réserve comprenant des composantes militaires, policières et civiles, et comprenait une force opérationnelle (FSE) avec 2773 soldats de tous grades avec un quartier général à [Abuja](#) (Nigeria) (Birikorang, 2013). Cependant, les FSE n'avaient pas la capacité logistique et financière pour un déploiement militaire. De plus, étant donné les défis de sécurité intérieure du Nigeria, notamment les terroristes de [Boko Haram](#) et les groupes rebelles dans le [delta du Niger](#), il était douteux qu'il puisse épargner ses troupes promises pour une mission de l'FSE. Il s'agissait d'un problème grave étant donné que le Nigeria devait fournir plus de la moitié des troupes de l'FSE promises (Tejpar & Albuquerque, 2015).

Graph 4: Carte de 3 États de la CEDEAO suspendus et sanctions imposées au 2021



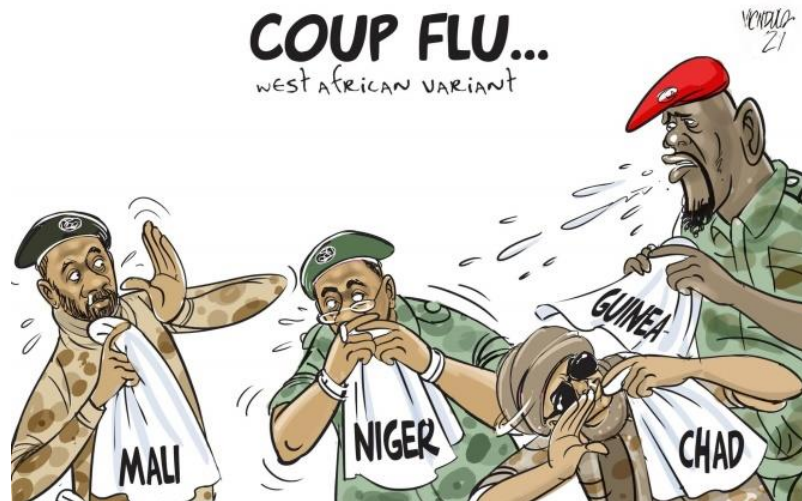
Source: ECOWAS, AFP, Janvier 2022, arabnews.com

La [CEDEAO](#) a géré le programme de sécurité plus large impliquant un éventail d'acteurs non étatiques. Sa culture de sécurité commune a influencé la réponse de l'organisation aux défis transnationaux. En particulier, la CEDEAO a développé un discours public axé à la fois sur la sécurité humaine et régionale. Cependant, pour certains spécialistes des relations internationales tels que les [néoréalistes](#), l'efficacité des institutions internationales telles que la CEDEAO à contraindre le comportement des États est discutable. Pour eux, les institutions multilatérales sont soit des tigres de papier, soit des « bouts de papier » (Aning, 1999). Bien que la CEDEAO ait réussi à mettre en place les institutions pertinentes, à faciliter la coordination régionale et à forger une coopération pour mettre en œuvre efficacement la stratégie antiterroriste de la CEDEAO, les défis liés aux lacunes en matière de capacités, la persistance d'environnements socio-économiques propices au fondamentalisme et à l'extrémisme religieux, et les différents niveaux de la volonté et l'engagement politiques compromettent l'efficacité et l'impact de la stratégie (Vhumbunu, 2023).

En comparant [l'Afrique de l'Ouest](#) avec les pays [asiatiques](#), l'invocation de la sécurité humaine semble moins caractéristique d'arrangements régionaux similaires en [Asie](#), bien que le souci du bien-être de leurs populations anime également les gouvernements régionaux asiatiques (Haacke & Williams, 2008).

4. Conclusion

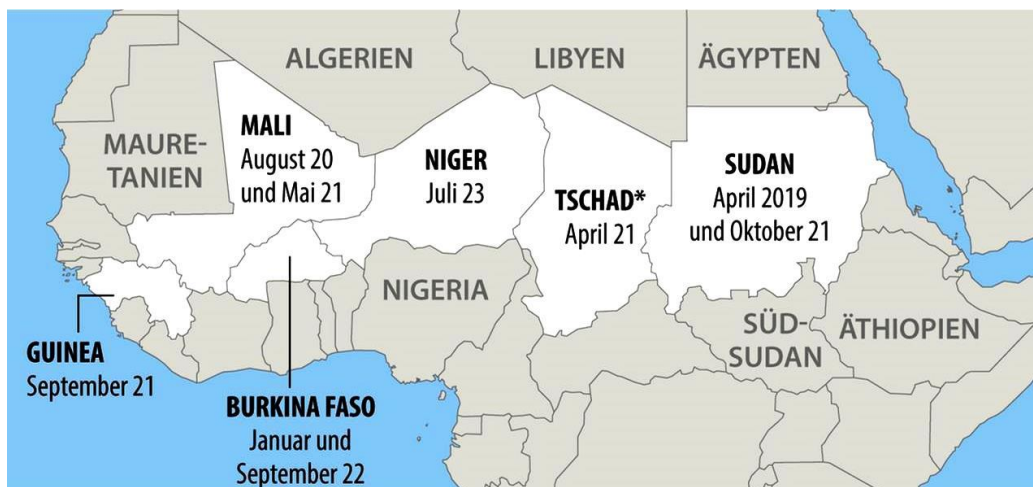
Caricature 8: Coup de grippe, la variante ouest-africaine



Source: © Ndula, editorial cartoon, *Nation*, 7 Septembre 2021, [Facebook](#)

Alors que [l'agression russe en Ukraine](#) dure et que les solutions pacifiques ne sont que des perspectives lointaines, voire inexistantes, se développe une nouvelle zone frontière pour l'Occident en [Afrique subsaharienne](#). Les putschistes au [Mali](#), au [Burkina Faso](#) et au [Niger](#), soutenus par des [mercenaires wagnériens](#) avec l'approbation de [Poutine](#), sont confrontés à la [CEDEAO](#), à l'[UA](#), aux [États-Unis](#) et à l'[UE](#), en particulier la [France](#). Pour les Africains, comme les Nigériens, qui sont toujours évacués du [Soudan](#) parce qu'il n'y a pas de fin en vue à la guerre civile, c'est une sombre perspective (Birdbyrde, 2023). De plus, des soldats nigériens accusent le coup de défendre la démocratie en [Afrique de l'Ouest](#) et pourraient bientôt être à l'avant-garde de la lutte contre les régimes rebelles dans les États voisins du Sahel.

Graph 5: Coups d'État militaires dans la zone sahélienne et en Afrique de l'Ouest depuis le 2019



Source: dpa - 105933, 2023, * probablement; Borutta & Schwarte, 2023

La crédibilité du président nigérian [Bola Tinubu](#), qui est aussi l'actuel président de la [CEDEAO](#), dépendra de ce qu'il pourra faire au Niger. Le chef de l'armée nigérienne, le général

[Christopher Musa](#), a menacé que ses troupes étaient prêtes à intervenir. Mais il est douteux qu'ils aient les moyens d'apporter une paix durable aux pays voisins (Lepidi, 2023). Tinubu lui-même était déjà impliqué lorsque l'armée nigériane a été déployée sous mandat de la CEDEAO au [Liberia](#) et en [Sierra Leone](#) dans les années 1990, et plus récemment en [Gambie](#). Mais la situation au [Niger](#) aujourd'hui est très différente. En outre, l'efficacité de l'armée nigériane, même sur le sol nigérian, a été remise en question, compte tenu de ses échecs à faire respecter la loi au cours des vingt dernières années, notamment la violence islamiste, le vol de pétrole brut à l'échelle industrielle dans le [delta du Niger](#) et une explosion du banditisme dans le nord-ouest (Lepidi, 2023).

La [Chine](#), qui avait joué un rôle crucial dans la région, notamment en soutenant la CEDEAO, par exemple en construisant le siège permanent de la CEDEAO à [Abuja](#) en 2022, réunissant ainsi les opérations à trois endroits différents à Abuja, est restée remarquablement à l'écart du conflit.

L'inclination actuelle du [Niger](#) envers la [Russie](#) n'est peut-être que le signe de l'inclination des rebelles et de la population à appartenir à un monde multipolaire. Comme à l'époque de la [guerre froide](#), une politique de coopération en dents de scie avec celui qui fait la meilleure offre peut être préférable. Cela pourrait être la [Russie](#), mais aussi l'[Occident](#) ou la [Chine](#) (Borutta & Schwarte, 2023).

Bibliographie:

- AFP & arabnews** (2023): [A Niamey, les coupures d'électricité s'aggravent sous l'effet des sanctions.](#) @arabnews, 7 August 2023
- AFP & Le Monde** (2023): [ECOWAS says military intervention in Niger is not off the table.](#) Paris: *Le Monde*, 2 August 2023
- Al Jazeera** (2023): [Timeline: A history of ECOWAS military interventions in three decades.](#) 2 August 2023
- Aning**, Emmanuel Kwesi (1999): [From 'eco-pessimism' to 'eco-optimism': ECOMOG and The West African Integration Process.](#) *African Journal of Political Science*, vol. 4 (1), pp. 21-39
- Anonymous** (1993): [Liberia - Waging war to keep the peace: The ECOMOG intervention and human rights.](#) Human Rights Watch Report, *Liberian Studies Journal*, vol. 5 (6), pp. 278-318
- Are**, Jesupemi (2023): [Niger Republic military junta forms new government, names 21 ministers.](#) *The Cable*, 10 August 2023
- Birdbyrde** (2023): [War in Ukraine: Is Africa the new frontier?](#) *Foreign Affairs – Nairaland*, blog, Birdbyrde440, 31 July 2023
- Birikorang**, Emma (2013): [Lessons learned and best practice from a troubled region: ECOWAS and the development of the ECOWAS Standby Force.](#) In: João Gomes Porto & Ulf Engel (eds.): *Towards an African Peace and Security Regime*. London: Routledge, Chapter 5, pp. 89-110
- Bobin**, Frédéric (2016): [Au Niger, l'incertitude politique pèse sur la stratégie migratoire de l'Europe.](#) *Le Monde*, 8 August 2023
- Borutta**, Julia & Georg **Schwarte** (2023): [Was der Putsch in Niger für den Westen bedeutet.](#) *Deutschlandfunk*, 2 August 2023
- Chrisafis**, Angelique & Oliver **Holmes** (2023): [Niger coup leaders accuse France of plotting military intervention.](#) London: *The Guardian*, 31 Jul 2023
- EJOLT** (2015): [Areva's Uranium mines Ines in Agadez, Niger.](#) *EJOLT Fact sheet*, No. 030
- Engels**, Bettina (2022): [Transition now? Another coup d'état in Burkina Faso.](#) *Review of African Political Economy*, vol. 49:172, pp. 315-326
- Finkenzeller**, Karin & Thomas **Stölzel** (2023): [The new rulers in Niger announced that they would immediately stop all uranium exports to France,](#) *Wirtschaftswoche*, 5 August 2023
- Haacke**, Jürgen & Paul D. **Williams** (2008): [Conclusions: security culture and transnational challenges – ECOWAS in comparative perspective.](#) *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 26 (2), pp. 213-222
- Kohnert**, Dirk (2023): [On the impact of the 2023 Sudanese war on Africa and beyond.](#) *MPRA WP 117581*
- Kohnert**, Dirk (2022): [The impact of Russian presence in Africa.](#) *MPRA paper*, No. 112564
- Kohnert**, Dirk (2022a): [Russia and the rise of Islamic terrorism in Sub-Saharan Africa.](#) *SSRN No. 4122565*
- Kohnert**, Dirk (2022b): [French domination of markets in Francophone Africa: Post-colonialism at its finest? MPRA paper 112024, SSRN WP 4037625](#)
- Kube**, Courtney (2023): [Coup leaders in Niger grow increasingly defiant, U.S. officials losing hope.](#) *NBC-news*, 9 August 2023
- Le Cam**, Morgane (2023): [Coup d'Etat au Niger : la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest hausse le ton et joue son avenir.](#) *Le Monde*, 1 August 2023

- Lepidi**, Pierre (2023): ['Bola Tinubu's credibility will depend on what he can do in Niger'](#). *Le Monde*, 3 September 2023
- Nadieline**, Lucien (2016): [Le rôle de la CEDEAO dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest](#). Centre de ressources virtuel des Rivières du Sud, M.A. thesis, 174 p.
- Nama**, Sandrine & Joseph **Sany** (2022): [Another Coup in the Sahel: Here's a Way to Halt This Cycle. Burkina Faso shows a need for new policy—with 'national dialogue' at the center](#). Washington D.C.: [US Institute of Peace](#), October 20, 2022
- Omer**, Nimo (2023): [The global fallout from Niger's coup](#). London: *The Guardian*, 1 Aug 2023
- Onstad**, Eric (31 July 2023). [Niger is among the world's biggest uranium producers](#). Reuters. Retrieved 5 August 2023
- Rashid**, Ismail (2013): [The Sierra Leone civil war and the remaking of ECOWAS](#). *Research in Sierra Leone Studies*, vol. 1 (1), pp. 1-21
- Schnabel**, Simone & Antonia **Witt** & Adjara **Konkobo** (2022): [Les « syndicats des chefs d'État » sur le terrain. Perceptions locales de l'Union Africaine, de la CEDEAO et de leurs interventions au Burkina Faso en 2014/2015](#). Peace Research Institute, Frankfurt/M., PRIF Report 11/2022, 42 p.
- Tavares**, Rodrigo (2011): [The participation of SADC and ECOWAS in military operations: The weight of national interests in decision-making](#). *African Studies Review*, vol. 54 (2), pp. 145-176
- Tejpar**, Johan & Adriana Lins de **Albuquerque** (2015): [Challenges to peace and security in West Africa: The role of ECOWAS](#). Ministry of Defence, Swedish Defence Research Agency, pp. 1-4
- Vhumbunu**, C.H. (2023): [Assessing the Economic Community of West Africa \(ECOWAS\) Counterterrorism Strategy](#). In: George Klay Kieh Jr. & Kelechi A. Kalu (eds.): *Insurgency, Terrorism, and Counterterrorism in Africa*, pp. 163-186
- Wittenbrink**, Franca (2023): Zeit, Zähne zu zeigen? *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (faz), 3 September 2023
- Yabi**, Gilles Olakounlé (2010): [The role of ECOWAS in managing political crisis and conflict. The Cases of Guinea and Guinea-Bissau](#). FES Peace and Security Series, Abuja, 2010

Abstract: *[ECOWAS, once an assertive power in West Africa, reduced to a paper tiger?]* Economic integration among West African member states was the original mandate of ECOWAS. Threats to development, peace and security led the community to expand its mandate to include conflict management. ECOWAS has established a commendable record in peacekeeping. Its intervention in Liberia ended the conflict. In Sierra Leone, it provided the necessary support to the legitimate government, but in Guinea Bissau, it failed to stop the violence. In 2004, ECOMOG was replaced by the ECOWAS Standby Force (ESF), made up of military, police and civilian personnel. As part of its missions, ECOWAS has implemented conflict prevention and resolution mechanisms outlined in its Conflict Prevention Framework (ECPF). However, the organisation relies on its member states to achieve its objectives. Unfortunately, the latter are mostly characterised by a lack of political and financial commitment. In recent years, ECOWAS has focused on counter-terrorism strategies. However, these too have been hampered by capacity constraints, the persistence of a socio-economic environment increasingly conducive to religious fundamentalism and extremism, and varying levels of political will and commitment. The ECOWAS institution's conflict prevention tools are currently stronger than its conflict management tools. At present, the ESF lacks the logistical and financial capacity for military deployment. Nigeria, the main troop and financial contributor, was supposed to provide more than half of the pledged ESF troops. But it has internal security challenges of its own. It is therefore doubtful that it could spare its pledged troops for an ESF mission. All this suggests that ECOWAS, once a force to be reckoned with in West Africa, has been reduced to a paper tiger. It's warning to intervene, by military force if necessary, in the current conflict in Niger, where a coup has overthrown the legitimate government, was reckoned as an empty threat. Especially since the coup leaders in Mali, Niger and Guinea have been backed by Russia.

Zusammenfassung : *[ECOWAS, einst eine durchsetzungsfähige Macht in Westafrika, reduziert auf einen Papiertiger?]* – Die wirtschaftliche Integration der westafrikanischen Mitgliedsstaaten war das ursprüngliche Mandat der ECOWAS. Bedrohungen für Entwicklung, Frieden und Sicherheit führten dazu, dass die Gemeinschaft ihr Mandat auf die Konfliktbewältigung ausweitete. ECOWAS hat eine lobenswerte Bilanz bei der Friedenssicherung vorzuweisen. Sein Eingreifen in Liberia beendete den Konflikt. In Sierra Leone leistete sie der legitimen Regierung die nötige Unterstützung, nur in Guinea-Bissau gelang es ihr nicht, die Gewalt zu stoppen. Im Jahr 2004 wurde ECOMOG durch die ECOWAS Standby Force (ESF) ersetzt, die aus Militär, Polizei und Zivilpersonal besteht. Im Rahmen ihrer Missionen hat die ECOWAS Mechanismen zur Konfliktverhütung und -lösung implementiert, die in ihrem Conflict Prevention Framework (ECPF) festgelegt sind. Um ihre Ziele zu erreichen, ist die Organisation jedoch auf ihre Mitgliedsstaaten angewiesen. Letztere sind leider meist durch mangelndes politisches und finanzielles Engagement gekennzeichnet. In den letzten Jahren hat sich die ECOWAS auf Strategien zur Terrorismusbekämpfung konzentriert. Allerdings wurden auch diese durch Kapazitätsengpässe, das Fortbestehen eines sozioökonomischen Umfelds, das zunehmend religiösen Fundamentalismus und Extremismus begünstigt, und ein unterschiedliches Maß an politischem Willen und Engagement behindert. Die Konfliktpräventionsinstrumente der ECOWAS-Institution sind derzeit stärker als ihre Konfliktmanagementinstrumente. Dem ESF fehlen derzeit die logistischen und finanziellen Kapazitäten für einen Militäreinsatz. Nigeria, der Haupttruppensteller und Finanzgeber, sollte mehr als die Hälfte der zugesagten ESF-Truppen stellen. Aber das Land hat erst einmal seine eigenen internen Sicherheitsherausforderungen zu bewältigen. Es ist daher fraglich, ob es seine zugesagten Truppen für einen ESF-Einsatz entbehren könnte. All dies deutet darauf hin, dass die ECOWAS, einst eine ernst zu nehmende Kraft in Westafrika, auf einen Papiertiger reduziert wurde. Die Warnung, notfalls mit militärischer Gewalt in den aktuellen Konflikt in Niger einzugreifen, wo ein Putsch die rechtmäßige Regierung gestürzt hat, gilt als leere Drohung. Zumal die Putschisten in Mali, Niger und Guinea von Russland unterstützt werden.